

**CINQ QUESTIONS A TOMMASO PADOA-SCHIOPPA
A LA VEILLE DU CONSEIL EUROPEEN DU PRINTEMPS**

24.03.2010

Les dernières semaines ont été marquées par la crise grecque. A la veille du Conseil Européen qui se prononcera sur cette question, quelle est, selon vous, la réponse que l'UE doit apporter à cette crise ?

Le Conseil Européen a déjà fixé sa ligne le 11 février dernier, quand il a déclaré que les Etats membres de la zone euro « prendront des mesures déterminées et coordonnées, si nécessaire, pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble ». Par cette déclaration le Conseil Européen s'est montré conscient du fait que ce n'est pas seulement la Grèce qui est menacée mais la zone euro dans son ensemble, l'euro lui-même et la cohésion et crédibilité de toute la construction européenne.

Ce qui est à faire maintenant, et c'est bien compliqué, est de traduire cette ligne en actions concrètes. À cet égard il faut avant tout souligner que la sortie de crise grecque se déroulera en plusieurs étapes pendant plusieurs années. Elle n'est pas un drame en un seul acte. On ne redresse pas une dégradation accumulée au fil de longues années en un seul coup. La question aujourd'hui est donc d'identifier la bonne voie, en étant conscient que les pas à faire deviendront clairs en avançant sur ce long chemin.

En quoi consiste cette 'bonne voie' ? En une combinaison appropriée entre une politique de redressement à appliquer en Grèce et une posture d'incitation, de solidarité et de soutien de la part de l'Union. Tout soutien doit bien entendu être fourni à la condition que le plan de redressement offre une vraie perspective de rétablir la capacité de remboursement de la dette grecque. Cette solidarité et ce soutien doivent être définis par le Conseil Européen et la Commission Européenne, même dans le cas où certaines interventions seraient faites par certains États seulement.

La bonne voie est celle qui évitera deux effets domino également catastrophiques. D'un côté, une faillite de la Grèce, suite à laquelle d'autres pays seraient bientôt menacés de défaillance ou faillite. D'un autre côté, un « secours-cadeau », par lequel les erreurs d'un pays seraient payées par les autres, un mauvais exemple qui s'étendrait vite à d'autres pays en difficulté.

La dette grecque est largement entre les mains d'investisseurs financiers et de particuliers non-grecs. Ainsi, dire d'une manière simpliste que si la Grèce est incapable d'un redressement, et bien qu'elle soit la seule à payer pour ses erreurs, comme si celle-ci ne touchait que le contribuable grec, est une sottise.

Une intervention du Fonds Monétaire International doit-elle être envisagée pour aider la Grèce?

La crise menace l'union de l'Union. C'est donc cette dernière qui doit en premier lieu la gérer. L'UE doit assurer la tutelle d'une construction commune qu'est l'euro.

Le FMI ne peut pas être vu comme un substitut possible de l'Union ; pas plus que si demain la Californie avait un problème et que le 'Washington' qui s'en occupait était celui du FMI et pas celui de la Maison Blanche et du Congrès. Ceci dit, il est possible et même souhaitable que l'UE elle-même implique le FMI pour utiliser son expertise technique et sa réputation d'indépendance. Donc ni *substitution*, ni *exclusion*, mais plutôt *inclusion* par l'assignation d'un rôle. C'est d'ailleurs le mode d'intervention habituel du FMI.

Quelles sont les leçons que l'UE doit tirer de cette crise grecque?

Je soulignerais deux leçons principales qui méritent une réflexion.

D'un côté, la capacité de l'UE de *prévention* d'une crise doit être renforcée. Il faut que les mécanismes de prévention opèrent d'une manière plus efficace. Trop souvent les gouvernements, pour ne pas se déplaire les uns aux autres, n'ont pas exercé l'action de contrôle qui aurait fait monter une pression à l'ajustement quand la situation n'était pas encore trop grave. Il faut mettre fin à l'indulgence réciproque. De plus, la Commission devrait être dotée des instruments et de l'indépendance nécessaires à l'identification des problèmes à un stade plus précoce.

D'un autre côté, la capacité de l'UE de *gestion* de la crise doit être construite. Il faut que l'UE ait la capacité de gérer elle-même une crise. On le voit pour la Grèce, mais on l'a vu pour l'industrie automobile, pour les banques, pour les actions de soutien de l'activité économique. Dans aucune de ces circonstances l'UE n'a disposé de ses propres pouvoirs de crise, ce qui a eu pour effet une érosion de l'union : une fragmentation des banques, une divergence des politiques de soutien aux industries touchées par la crise, une dérive protectionniste. La crise grecque étant la manifestation la plus aigüe de cette séquence de 'moments de crises' dans la crise - parce qu'elle ne touche pas un secteur mais toute une économie nationale et potentiellement l'euro et l'Union même - il est indispensable que cette capacité de gestion soit constituée.

La crise économique et financière et cette crise grecque ont réintroduit dans l'ordre du jour de l'UE le thème du 'gouvernement économique'. Qu'entendez-vous par cela et êtes-vous favorable à son renforcement?

L'expression 'gouvernement (ou gouvernance) économique' n'a pas eu, jusqu'ici, une définition rigoureuse. Elle est utilisée pour couvrir des idées très différentes et parfois contradictoires. Il faudrait que le Conseil Européen, avant de se prononcer pour ou contre, demande un rapport sur ce que l'on doit entendre par 'gouvernement économique', car il est indispensable de savoir de quoi on parle avant d'exprimer une opinion.

On a longuement sous-entendu par 'gouvernement économique' le rétablissement au niveau européen d'un pouvoir de donner des directives politiques à la Banque Centrale Européenne et à la politique monétaire. Il faut exclure cette notion.

Dans d'autres cas, l'expression recouvre un pouvoir accru, de l'UE ou de l'Eurogroupe, dans des domaines qui relèvent des compétences nationales, notamment la politique budgétaire, fiscale, de l'emploi ou autres. A mon sens, faire coïncider une politique économique de l'union avec un 'pouvoir de coordination' des politiques nationales est une illusion et une erreur. Une illusion parce que ce pouvoir étant confié à ceux même qui doivent s'y soumettre se révèle impossible, précisément lorsque les divergences sont plus fortes. Une erreur parce que les Etats doivent rester libres dans leurs domaines ; je ne connais aucune fédération où une instance fédérale a un pouvoir de coordination sur les gouvernements locaux.

Un vrai gouvernement économique ne peut être fait que d'actions où l'Union est l'acteur et non pas le coordinateur, et dispose donc d'instruments propres. C'est le cas aujourd'hui pour la monnaie, pour la concurrence, pour le commerce extérieur. Ça devrait être le cas pour certains aspects de la politique énergétique, de la recherche, des infrastructures, des transports, entre autres. Ce sont des domaines dans lesquels la compétence est - comme on dit - 'partagée'. Or, ce partage ne peut pas se faire par la coordination, ni par la simple création d'un grand marché. Dans ce partage, la partie de l'Union est aujourd'hui à peu près zéro.

Si l'Union devenait l'acteur d'une politique dans les domaines à compétence partagée, il faudrait accepter qu'elle s'en donne les moyens : un budget plus important et plus flexible, un programme d'investissements financés par l'emprunt, une représentation commune, etc. Quand on dit que cela n'est pas faisable par manque de ressources, on ne dit pas la vérité car, à dépenses publiques totales (nationales et européennes) inchangées, une réduction de la proportion nationale accompagnée d'une augmentation de la proportion européenne, permettrait d'obtenir de meilleurs résultats ou, à parité de résultats, de dépenser moins.

Que pensez-vous des propos de la chancelière allemande Angela Merkel, qui a demandé que les pays qui ne respectent pas les critères de stabilité soient, à l'avenir, exclus de la zone euro ?

Je comprends l'état d'esprit dans lequel l'Allemagne se trouve aujourd'hui. Elle a confié à l'Europe la sauvegarde d'un des biens auxquels elle tenait le plus, la stabilité monétaire, et elle la voit menacée par les mauvais comportements de certains partenaires. Elle a fait l'effort d'une discipline salariale et d'un accroissement de la productivité qui ont accru sa compétitivité, et elle se voit reprocher cela comme si s'était une faute.

Malgré cela, on ne peut adhérer à l'idée que la sortie d'un pays de la zone euro puisse être une manière de sauvegarder l'euro et mettre l'Allemagne à l'abri de l'instabilité. En vérité, cette sortie est ce que cherchent ceux qui veulent détruire l'euro et ouvrir la voie à l'inflation comme sortie facile de la crise mondiale. Ce serait, en fait, la fin du rempart aujourd'hui le plus solide de la stabilité dans le monde. Bien gérer la crise de la Grèce signifie sauvegarder la stabilité en Allemagne autant ou même plus qu'en Grèce.